09 avril 2020

MISE À JOUR DE L'ANALYSE DE SCÉNARIO : CHOCS DUS À LA PANDÉMIE DE LA COVID-19 ET À LA CHUTE DES PRIX DU PÉTROLE

BUREAU DU DIRECTEUR PARLEMENTAIRE DU BUDGET
OFFICE OF THE PARLIAMENTARY BUDGET OFFICER

Le directeur parlementaire du budget (DPB) appuie le Parlement en fournissant des analyses économiques et financières dans le but d'améliorer la qualité des débats parlementaires et de promouvoir une plus grande transparence et responsabilité en matière budgétaire.

Le présent rapport propose une mise à jour de l'analyse de scénario pour aider les parlementaires à évaluer les possibles répercussions économiques et financières de la pandémie de COVID-19 et des développements récents sur le marché du pétrole.

Il tient compte des mesures fédérales annoncées jusqu'au 7 avril 2020 inclusivement.

Analyste principale :
Kristina Grinshpoon, analyste principale

Ce rapport a été préparé sous la supervision de :
Chris Matier, directeur général
Trevor Shaw, directeur

Nancy Beauchamp, Carol Faucher, Jocelyne Scrim et Rémy Vanherweghem ont contribué à la préparation du rapport pour publication.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous à l'adresse suivante : dpb-pbo@parl.gc.ca.

Yves Giroux
Directeur parlementaire du budget

RP-2021-004-S_f

Table des matières

Résumé		1
1. Hypothèses clés		3
2. Scénario économique		4
3. Scénario financier		6
Annexe A:	Scénario économique détaillé	10
Annexe B:	Mesures budgétaires fédérales – autres	11
Annexe C:	Scénario financier détaillé	12
Annexe D:	Comparaison du scénario du 27 mars	13
Notes		14

Résumé

Le DPB a publié sa première analyse de scénario sur les chocs dus à la pandémie de COVID-19 et à la chute des prix du pétrole le 27 mars pour aider les parlementaires à évaluer les possibles répercussions économiques et financières.

Ce rapport présente une mise à jour de l'analyse de scénario. Il tient compte des nouvelles mesures fédérales annoncées jusqu'au 7 avril inclusivement, ainsi que des prévisions révisées des mesures financières annoncées précédemment. **Le scénario économique présenté dans le rapport du 27 mars demeure inchangé.** Le DPB le mettra à jour dans un futur rapport.

Comme nous l'indiquions dans le premier rapport, nous insistons sur le fait que le présent scénario ne constitue pas une prévision. Il ne montre qu'une des issues possibles à la situation.

Scénario financier

Les résultats budgétaires tiennent compte des mesures budgétaires fédérales totalisant 105,5 milliards de dollars annoncés en date du 7 avril, qui se fondent sur les estimations de coûts de Finances Canada et du DPB.

- Selon le scénario économique, y compris les mesures annoncées par le gouvernement fédéral, le déficit budgétaire atteindra 27,4 milliards de dollars en 2019-2020, puis 184,2 milliards de dollars en 2020-2021.
- Par rapport à la taille de l'économie canadienne, le déficit s'élèvera à 1,2 % du PIB en 2019-2020 et à 8,5 % en 2020-2021.

Pour situer ce déficit budgétaire dans une perspective historique, rappelons que la dernière fois qu'il a atteint près de 8,5 % du PIB, c'était en 1984-1985. En 2019-2020, le déficit sera supérieur de 0,7 milliards de dollars au déficit prévu dans le scénario du 27 mars, et en 2020-2021, de 71,5 milliards de dollars.

- L'augmentation du déficit budgétaire et la diminution du PIB nominal hausseront le ratio de la dette fédérale au PIB à 41,4 % en 2020-2021.
- La dernière fois que le ratio de la dette fédérale au PIB a atteint plus de 41,4 %, c'était en 2002-2003. Il demeure toutefois bien en deçà du sommet de 66,6 % établi en 1995-1996 (depuis 1966-1967).

Malgré les mesures annoncées récemment, d'autres mesures financières pourraient être nécessaires pour soutenir l'économie au cours des prochains mois.

De plus, après la mise en place des mesures de soutien, des *mesures de relance* financières pourraient être nécessaires pour que l'économie redémarre, surtout si le comportement des consommateurs et des entreprises ne revient pas à la « normale » rapidement.

Rappelons qu'avant les chocs dus à la pandémie de COVID-19 et à la chute des cours du pétrole, le gouvernement affichait un bilan sain. En outre, étant donné que les taux offerts sur le marché du crédit sont historiquement bas et compte tenu de l'expérience du passé, tout laisse croire que le gouvernement pourrait contracter d'autres emprunts importants s'il le fallait.

1. Hypothèses clés

Les hypothèses clés et les rajustements présentés dans la mise à jour demeurent effectivement inchangés par rapport à ceux figurant dans le rapport du 27 mars.

Dans l'analyse de scénario mise à jour, le DPB part toujours du principe que les mesures de distanciation sociale et de confinement prises en réaction à la COVID-19 demeureront en vigueur pendant près de six mois, soit jusqu'à la fin août[1], et qu'elles suffiront à « aplatir » ou à « lisser » la courbe épidémique de la COVID-19[2].

Le DPB suppose aussi toujours que les pays membres et partenaires de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne plafonneront pas la production de pétrole pour cibler des marchés mondiaux du pétrole relativement équilibrés[3].

De plus, il présume que la Banque du Canada maintiendra la cible du taux directeur à son niveau actuel, soit 0,25 %, tout au long de 2020. Il croit aussi que les mesures actuelles et futures sur la politique monétaire et financière empêcheront la multiplication des faillites personnelles et commerciales. Le présent scénario ne tient pas compte des mesures stratégiques financières annoncées après le 7 avril.

Enfin, le DPB émet l'hypothèse que les nouvelles mesures budgétaires fédérales annoncées après le 18 mars n'arriveront pas à stimuler l'économie canadienne; de concert avec les mesures sur la politique monétaire et financière[4], elles contribueront simplement à soutenir l'économie et à empêcher la multiplication des faillites personnelles et commerciales.

Il est implicite dans ces hypothèses qu'à mesure que de nouvelles mesures budgétaires fédérales visant à soutenir les ménages et les entreprises seront mises en place, le soutien provenant des mesures monétaires et financières prévues sera transféré au bilan du gouvernement.

Compte tenu de la paralysie de larges pans de l'économie et de la mise en place de mesures d'atténuation en santé publique, il est peu probable que les transferts financiers aux ménages et aux entreprises stimulent les dépenses de consommation et les investissements des entreprises comme ils le feraient dans des conditions normales lorsque l'économie est confrontée à une insuffisance de la demande globale.

Pour une description plus détaillée des hypothèses clés et des rajustements, prière de consulter le rapport du 27 mars[5].

2. Scénario économique

Le tableau 2-1 présente un résumé des principaux indicateurs économiques utilisés dans l'analyse de scénario. **Le scénario économique présenté dans le rapport du 27 mars demeure inchangé.** Il est détaillé à l'annexe A. Pour en obtenir un portrait détaillé, prière de consulter le rapport du 27 mars[6].

Tableau 2-1 Scénario économique : indicateurs clés

	2020T1	2020T2	2020T3	2020T4	2020
Croissance du PIB réel (%)*					
Scénario 9 avril	-2,5	-25,0	0,0	5,0	-5,1
PIB nominal (G$)					
Scénario 9 avril	2 323	2 105	2 105	2 135	2 167
Taux de chômage (%)					
Scénario 9 avril	7,2	14,8	15,0	12,7	12,4
Prix du pétrole WTI ($ US)					
Scénario 9 avril	45	26	28	31	32
Prix du pétrole WCS ($ US)					
Scénario 9 avril	28	13	15	15	18

Source : Directeur parlementaire du budget.

Note : * Les taux de croissance du PIB réel sont exprimés d'un trimestre à l'autre en taux annuels.

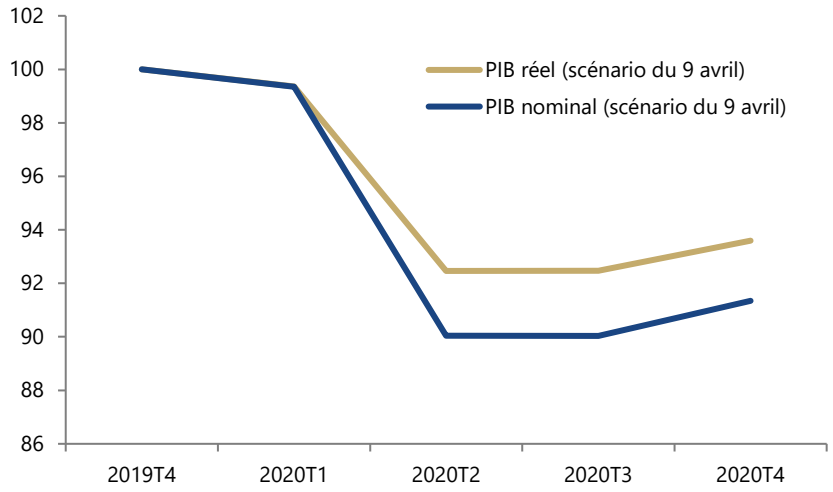
La baisse présumée du PIB réel et du niveau de prix du PIB causée par les chocs dus à la pandémie de COVID-19 et à la chute des cours du pétrole entraîne une diminution du niveau du PIB nominal — mesure la plus large de l'assiette fiscale du gouvernement — de 10 % par rapport au niveau précédant la crise (à savoir le niveau du PIB nominal au quatrième trimestre de 2019) au deuxième et au troisième trimestres de 2020 (figure 2-1). Au cours de la même période, le niveau du PIB réel devrait demeurer 7,5 % en deçà du niveau précédant la crise (quatrième trimestre de 2019).

La croissance du PIB réel et l'inflation du PIB au quatrième trimestre devraient rebondir quelque peu, mais le niveau du PIB nominal restera bien en dessous du niveau précédant la crise (à 8,6 %). Le niveau du PIB réel devrait quant à lui être inférieur de 6,4 % au niveau précédant la crise au cours du quatrième trimestre.

À la lumière des hypothèses liées au taux de chômage, le nombre de chômeurs passera de 1,155 million au quatrième trimestre de 2019 à 3,067 millions au troisième trimestre de 2020[7].

Figure 2-1 Niveau du PIB nominal et réel par rapport au quatrième trimestre de 2019

2019T4 = 100



Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

3. Scénario financier

Le DPB s'est servi du scénario économique décrit dans la section précédente pour établir le modèle de projection du scénario financier. Dans certains cas, des ajustements ont été appliqués pour mieux saisir les répercussions financières du ralentissement économique sur certains éléments des revenus et des dépenses.

Le tableau 3-1 détaille les mesures budgétaires fédérales de 105,5 milliards de dollars annoncées en date du 7 avril. La valeur de ces mesures se fonde sur les estimations de Finances Canada et du DPB[8]. Les mesures qui sont assorties de « sommes maximales » sont réputées être entièrement dépensées au cours de leur exercice financier respectif. L'annexe B présente les « autres » mesures en détail. Le gouvernement fournit également du soutien sous forme de crédit et de liquidités par l'intermédiaire du Programme de crédit aux entreprises (PCE) et d'autres programmes[9].

Tableau 3-1 Mesures budgétaires fédérales prises en réaction à la COVID-19 en date du 7 avril

G$	2019-2020	2020-2021
Fonds de réponse à la COVID-19	0,5	0,6
Financement de l'équipement de protection individuelle et de fournitures	0,2	1,8
Prestation canadienne d'urgence*	-	22,3
Bonification du crédit pour la TPS*	-	5,7
Bonification de l'Allocation canadienne pour enfants*	-	1,9
Subvention salariale temporaire pour les entreprises	-	1,0
Subvention salariale d'urgence du Canada	-	71,0
Remboursement des prêts d'études canadiens*	-	0,2
Soutien aux communautés autochtones	-	0,3
Aide aux personnes sans-abri	-	0,2
Soutien aux refuges et aux centres d'aide aux femmes victimes de violence sexuelle	-	0,1
Soutien aux aînés, aux enfants et aux jeunes	0,0	0,0
Diminution du retrait minimal d'un FERR*	-	0,5
Soutien au secteur du transport aérien*	0,0	0,1
Autres	0,0	0,0
Total	**0,7**	**105,5**

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : * Indique une estimation de coûts du DPB. Toutes les autres estimations se fondent sur les coûts de Finances Canada. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Dans le scénario du 27 mars, le DPB a estimé que le déficit budgétaire s'élèvera à 112,7 milliards de dollars en 2020-2021. Cette estimation tient compte des mesures budgétaires fédérales de 28,5 milliards de dollars qui ont été annoncées les 11 et 18 mars et qui sont illustrées dans le tableau 3-1.

Puisque les hypothèses économiques demeurent inchangées par rapport au scénario du 27 mars, l'estimation révisée du déficit budgétaire prend en compte les mesures annoncées après le 18 mars, ainsi que les différences entre les estimations de coûts du DPB et de Finances Canada (tableau 3-2).

Tableau 3-2 Solde budgétaire révisé

G$	2019-2020	2020-2021
Solde budgétaire (scénario du 27 mars)	**-26,7**	**-112,7**
Mesures de soutien directes prises en réaction à la COVID-19 en date du scénario du 27 mars	0,0	28,5
Incidence des mesures sur les frais de la dette publique	0,0	0,2
Solde budgétaire révisé avant la prise des mesures	**-26,7**	**-84,0**
Mesures de soutien directes prises en réaction à la COVID-19 en date du 7 avril	-0,7	-105,5
Ajustement aux prestations d'assurance-emploi*	0,0	6,1
Incidence des mesures sur les frais de la dette publique	0,0	-0,8
Solde budgétaire (scénario du 9 avril)	**-27,4**	**-184,2**

Source : Directeur parlementaire du budget.

Note : * Notre scénario du 27 mars comprenait 6,1 milliards de dollars en prestations d'assurance-emploi en 2020-2021 qui seront désormais comptabilisées comme des paiements en vertu de la nouvelle Prestation d'intervention d'urgence du Canada. Un nombre négatif (positif) indique une réduction (augmentation) du solde budgétaire. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Le tableau 3-3 ci-dessous montre les résultats financiers pour les principaux groupes d'indicateurs. L'annexe C présente le scénario financier en détail. L'annexe D propose une comparaison des résultats du scénario financier à ceux du 27 mars.

Selon le scénario économique, y compris les mesures budgétaires fédérales de 105,5 milliards de dollars, le déficit budgétaire atteindra 184,2 milliards de dollars en 2020-2021[10]. Par rapport à la taille de l'économie canadienne, il s'élèvera à 8,5 % du PIB en 2020-2021. Pour donner une idée de son ampleur historique, rappelons que la dernière fois qu'il a atteint près de 8,5 % du PIB, c'était en 1984-1985.

Les revenus budgétaires en 2020-2021 demeurent largement inchangés par rapport au scénario du 27 mars. Leur modeste révision s'explique en partie

par la baisse du retrait minimal des fonds enregistrés de revenu de retraite (FERR) et la renonciation aux intérêts et aux pénalités découlant du report des paiements d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés[11].

Les dépenses de programme sont supérieures de 74,0 milliards de dollars en 2020-2021 par rapport à celles présentées dans le scénario du 27 mars. Cette hausse est principalement due aux mesures fédérales annoncées après le 18 mars, en particulier la Subvention salariale d'urgence du Canada (71,0 milliards de dollars) et la Prestation canadienne d'urgence (22,3 milliards de dollars, dont 7,3 milliards sont progressifs)[12].

Par ailleurs, les frais de la dette publique seront 1,4 milliards de dollars plus élevés en 2020-2021 principalement en raison de l'incidence de l'accroissement de la dette accumulée.

L'augmentation du déficit budgétaire et la diminution du PIB nominal hausseront le ratio de la dette fédérale au PIB à 41,4 % en 2020-2021, soit 3,3 points de pourcentage de plus que ce qui était prévu dans le scénario du 27 mars.

Tableau 3-3 Scénario financier : indicateurs clés

G$	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Total des revenus budgétaires			
Scénario 9 avril	332,2	339,9	314,2
Scénario 27 mars	332,2	339,8	310,2
		0,0	3,9
Total des charges de programmes			
Scénario 9 avril	322,9	343,6	475,4
Scénario 27 mars	322,9	342,8	401,4
		0,7	74,0
Frais de la dette publique			
Scénario 9 avril	23,3	23,7	23,0
Scénario 27 mars	23,3	23,7	21,6
		0,0	1,4
Solde budgétaire			
Scénario 9 avril	-14,0	-27,4	-184,2
Scénario 27 mars	-14,0	-26,7	-112,7
		-0,7	-71,5
Dette fédérale au PIB (%)			
Scénario 9 avril	30,8	31,0	41,4
Scénario 27 mars	30,8	30,9	38,1
		0,0	3,3

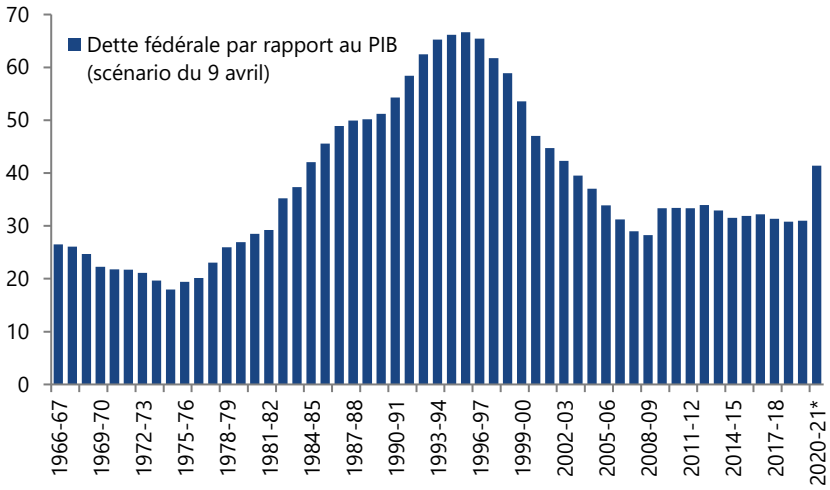
Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

La figure 3-1 situe l'augmentation du ratio de la dette fédérale au PIB à 41,4 % en 2020-2021 dans une perspective historique. La dernière fois que ce ratio a atteint plus de 41,4 %, c'était en 2002-2003. Il demeure toutefois bien en deçà du sommet de 66,6 % établi en 1995-1996 (depuis 1966-1967).

Figure 3-1 Ratio de la dette fédérale au PIB

En pourcentage du PIB



Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les valeurs de la dette fédérale au PIB en 2019-2020 et en 2020-2021 sont basées sur le scénario du 9 avril.

Malgré les mesures annoncées récemment, d'autres mesures financières pourraient être nécessaires pour soutenir l'économie au cours des prochains mois.

De plus, après la mise en place des mesures de soutien, des *mesures de relance* financières pourraient être nécessaires pour que l'économie redémarre, surtout si le comportement des consommateurs et des entreprises ne revient pas à la « normale » rapidement.

Rappelons qu'avant les chocs dus à la pandémie de COVID-19 et à la chute des cours du pétrole, le gouvernement affichait un bilan sain. En outre, étant donné que les taux offerts sur le marché du crédit sont historiquement bas et compte tenu de l'expérience du passé, tout laisse croire que le gouvernement pourrait contracter d'autres emprunts importants s'il le fallait.

Par exemple, les mesures prises pendant les pires années de la Deuxième Guerre mondiale ont entraîné d'énormes déficits (en moyenne, 21 % du PNB par année de 1942 à 1945), qui n'étaient pas de nature permanente. En effet, peu de temps après la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement fédéral a enregistré le plus important excédent budgétaire jamais enregistré en pourcentage de l'économie (5 % du PNB en 1947)[13].

Annexe A: Scénario économique détaillé

% sauf indication au contraire	19T4	20T1	20T2	20T3	20T4	2020
Croissance du PIB réel						
Scénario 9 avril	0,3	-2,5	-25,0	0,0	5,0	-5,1
Inflation du PIB						
Scénario 9 avril	4,1	0,0	-10,0	0,0	1,0	-0,9
Croissance du PIB nominal						
Scénario 9 avril	4,5	-2,6	-32,5	0,0	6,0	-5,9
PIB nominal (G$)						
Scénario 9 avril	2 338	2 323	2 105	2 105	2 135	2 167
Taux des bons du Trésor à 3 mois						
Scénario 9 avril	1,7	1,2	0,3	0,3	0,2	0,5
Taux des obligations du gouvernement à 10 ans						
Scénario 9 avril	1,5	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9
Taux de change (cents US / $ CAN)						
Scénario 9 avril	75,8	75,7	70,0	68,1	67,4	70,3
Taux de chômage						
Scénario 9 avril	5,7	7,2	14,8	15,0	12,7	12,4
Inflation de l'IPC (année / année)						
Scénario 9 avril	2,1	2,1	0,6	0,5	0,4	0,9
Prix du pétrole WTI ($ US)						
Scénario 9 avril	57	45	26	28	31	32
Prix du pétrole WCS ($ US)						
Scénario 9 avril	38	28	13	15	15	18

Sources : Statistique Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Le scénario économique du 9 avril demeure inchangé du scénario du 27 mars.

Annexe B: Mesures budgétaires fédérales – autres

G$	2019-2020	2020-2021
Mesures de soutien sous forme de liquidité		
Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA)*	0,0	0,4
Programme de prêts conjoints pour les petites et moyennes entreprises*	0,0	0,4
Prêts pour l'agriculture, la pêche et l'aquaculture*	0,0	0,1
Report de l'impôt sur le revenu : particuliers, entreprises et fiducies*	0,0	-0,7
Autres mesures de soutien		
Familles qui choisissent de rester sur leurs terres	0,0	0,0
L'accès au soutien alimentaire essentiel	0,0	-0,1
L'aide internationale annoncée le 5 avril	0,0	-0,1
Exemption de paiement des licences du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	0,0	0,0
Total	0,0	0,0

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : * Indique une estimation de coûts du DPB. Toutes les autres estimations se fondent sur les coûts de Finances Canada. Un nombre négatif (positif) indique une réduction (augmentation) du solde budgétaire. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe C: Scénario financier détaillé

G$	2018-2019	2019-2020	2020-2021
Impôts sur le revenu des particuliers	163,9	170,8	158,7
Impôts sur le revenu des sociétés	50,4	48,2	43,6
Impôts sur le revenu des non-résidents	9,4	9,0	8,1
Taxes et droits d'accise	57,2	57,3	47,1
Produits de la redevance sur les combustibles	0,0	2,8	4,9
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	22,3	22,7	23,0
Autres revenus	29,1	29,1	28,8
Total des revenus budgétaires revenues	332,2	339,9	314,2
Prestations aux aînés	53,4	56,1	58,9
Prestations d'assurance-emploi	18,9	20,8	39,1
Prestations pour enfants	23,9	24,1	26,6
Principaux transferts aux autres administrations	75,9	78,9	80,4
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	0,7	3,4	5,3
Autres paiements de transfert	51,8	54,6	152,6
Charges de fonctionnement et d'immobilisations	98,4	105,7	112,5
Total des charges de programmes	322,9	343,6	475,4
Frais de la dette publique	23,2	23,7	23,0
Solde budgétaire	-14,0	-27,4	-184,2
Dette fédérale	685,5	713,1	897,3
% du PIB			
Revenus budgétaires	14,9	14,8	14,5
Charges de programmes	14,5	14,9	21,9
Frais de la dette	1,0	1,0	1,1
Solde budgétaire	-0,6	-1,2	-8,5
Dette fédérale	30,8	31,0	41,4

Sources : Finances Canada et directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Annexe D: Comparaison du scénario du 27 mars

G$	2019-2020	2020-2021
Impôts sur le revenu des particuliers	-	-0,4
Impôts sur le revenu des sociétés	-	2,5
Impôts sur le revenu des non-résidents	-	-
Taxes et droits d'accise	-	-0,2
Produits de la redevance sur les combustibles	-	-
Revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi	-	-
Autres revenus	0,0	2,0
Total des revenus budgétaires revenues	0,0	3,9
Prestations aux aînés	0,0	0,0
Prestations d'assurance-emploi	0,0	-6,1
Prestations pour enfants	0,0	0,0
Principaux transferts aux autres administrations	0,0	0,0
Retour des produits de la redevance sur les combustibles	0,0	0,0
Autres paiements de transfert	0,7	80,1
Charges de fonctionnement et d'immobilisations	0,0	0,0
Total des charges de programmes	0,7	74,0
Frais de la dette publique	0,0	1,4
Solde budgétaire	-0,7	-71,5
Dette fédérale	0,7	72,2
% du PIB		
Revenus budgétaires	0,0	0,2
Charges de programmes	0,0	3,4
Frais de la dette	0,0	0,1
Solde budgétaire	0,0	-3,3
Dette fédérale	0,0	3,3

Source : Directeur parlementaire du budget.

Note : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Notes

1. Pour une description des mesures de santé publique, veuillez consulter la page *Mesures communautaires de santé publique pour atténuer la propagation des maladies à coronavirus (COVID-19) au Canada* de l'Agence de la santé publique du Canada, à l'adresse suivante : https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/maladies/2019-nouveau-coronavirus/professionnels-sante/mesures-sante-publique-utilisees-reduire-covid-19.html (consultée le 23 mars 2020), ainsi que la page *Ressources pour les entreprises canadiennes* du gouvernement, à l'adresse suivante :https://www.canada.ca/fr/services/entreprises/maintenirfairecroitreameliorerentreprise/ressourcespourlesentreprisescanadiennes.html (consultée le 23 mars 2020).
2. Rappelons l'hypothèse émise dans le scénario du 27 mars selon laquelle ces mesures suffiront à « aplatir » ou à « lisser » la courbe épidémique de la COVID-19. Comme il y était indiqué, il ne s'agit là, compte tenu de la forte incertitude entourant la pandémie et des répercussions des mesures requises pour la contenir, que de pures conjectures.
3. Pour de plus amples détails, voir les perspectives publiées le 11 mars par l'EIA, intitulées *Short-term Energy Outlook,* à l'adresse suivante : https://www.eia.gov/outlooks/steo/marketreview/crude.php [DISPONIBLE EN ANGLAIS SEULEMENT]. Par ailleurs, les membres et les partenaires de l'OPEP n'ont pas réussi à s'entendre sur le plafonnement de leur production de pétrole aux réunions organisées les 5 et 6 mars.
4. Pour une description des mesures monétaires et financières prises pour soutenir l'économie et le système financier, voir : https://www.banqueducanada.ca/marches/operations-marches-octroi-liquidites/covid-19-mesures-soutenir-economie-systeme-financier/?_ga=2.226392474.1450695247.1586177407-114664889.1586177407.
5. À l'adresse suivante : https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/RP-1920-033-S/RP-1920-033-S_fr.pdf.
6. Voir la note 5.
7. D'après l'hypothèse selon laquelle le taux d'activité jusqu'en décembre 2020 demeurera inchangé par rapport au niveau de février 2020.
8. Les estimations de Finances Canada sont tirées du tableau du *Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19 – coût et mise en œuvre* qui se trouve à l'adresse suivante : https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/nouvelles/2020/04/subvention-salariale-durgence-du-canada.html (consulté le 2 avril 2020).

   Les estimations de coûts du DBP se trouvent à l'adresse suivante : https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/covid-19 (consultées le 2 avril 2020).

9. Pour de plus amples détails, prière de consulter : https://www.canada.ca/fr/ministere-finances/plan-intervention-economique.html.

10. Le DPB a estimé que l'indemnisation aux enfants et aux gardiens des Premières Nations lésés par le système de protection de l'enfance dans les réserves pourrait s'élever entre 0,9 et 2,9 milliards de dollars si elle est versée avant la fin de 2020 (voir : https://www.pbo-dpb.gc.ca/web/default/files/Documents/Reports/RP-2021-001-M/RP-2021-001-M_fr.pdf). Or, compte tenu de l'incertitude entourant le règlement de ces demandes et le moment où elles seront présentées, l'estimation des coûts n'est pas incluse dans le scénario actuel.

11. Le report des paiements d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés n'a aucune incidence budgétaire en 2020-2021.

12. La Prestation canadienne d'urgence (PCU) a été annoncée le 25 mars. Le scénario du 27 mars tient compte d'une partie des coûts estimés à 22,3 milliards de dollars de la PCU, mais pas tous. La PCU combine et élargit l'Allocation de soins d'urgence et l'Allocation de soutien d'urgence annoncées précédemment. Le scénario du 27 mars tient compte des coûts estimés de ces deux mesures désuètes. De plus, on estime que 6,1 milliards de dollars des paiements de la PCU auraient autrement été versés sous forme de prestations d'assurance-emploi (AE). Ces coûts estimatifs ont été pris en compte dans le scénario du 27 mars et figurent sous les dépenses d'assurance-emploi.

13. Pour une brève analyse de la marge de manœuvre du gouvernement fédéral dans le contexte actuel de la pandémie et du choc des cours du pétrole, voir le blogue du DPB publié en mars 2020 à l'adresse suivante : https://www.pbo-dpb.gc.ca/fr/blog/news/pbo-estimate-federal-fiscal-room-in-fiscal-sustainability-report-2020--pbo-estimate-federal-fiscal-room-in-fiscal-sustainability-report-2020.